

EVALUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA SITUATION SPECIFIQUE DES RETOURNES DE LA SOUS-PREFECTURE DE BAMBARI

AXES ALINDAO, IPPY ET NDASSIMA



Photo : Village Liwa, Axe Alindao, 2016

Aout 2016

Siège – France

Romain Sztark

Responsable de Missions

romain.sztark@trianglegh.org

Tel: 04 72 20 50 10 / 06 40 36 25 05

1 rue de Montribloud, 69009 LYON

Bureau de Bangui – RCA

Abou-Bakr Mashimango

Chef de Mission

rca@trianglegh.org

Tel : +236 72 28 91 39 / + 236 70 14 49 37

Avenue de l'Université – BP 1406, BANGUI

Table des matières

I.	Contexte :.....	3
II.	Objectifs de l'enquête :.....	3
2.1.	Objectif principal.....	3
2.2.	Les objectifs spécifiques sont les suivants :.....	3
2.3.	Méthodologie :.....	3
III.	Résultats de l'enquête.....	4
3.1.	Informations générales :.....	4
3.2.	Sources de revenus des ménages.....	4
3.3.	Sources des dépenses :.....	5
3.4.	Sources alimentaires :.....	6
3.5.	Consommation alimentaire.....	7
3.6.	Stratégie d'adaptation	7
3.7.	Score de consommation alimentaire (SCA)	9
IV.	Une vulnérabilité accentuée pour les retournés	11
V.	Conclusion	14

I. Contexte :

Bambari, troisième ville du pays, est située au centre sud du pays, à 385 km à l'est de Bangui. Cette région a sévèrement été impactée par le conflit depuis 2013 et l'insécurité reste aujourd'hui le principal problème de la zone, limitant les ménages dans la reprise de leurs activités et les commerçants dans leur capacité de circulation à travers la zone. Au-delà de cette situation, les avoirs productifs des ménages ont été fortement réduits, notamment en semences et en cheptel, alors que 95% des ménages de la zone ciblée ont comme activité principale l'agriculture qui leur fournit nourriture et revenus monétaires par la vente des surplus en période hors soudure. Avant la crise, 93% des ménages disposaient également de bétail apportant un complément de revenu ou de nourriture.

Malgré un contexte sécuritaire volatile et une visibilité réduite, la mise en œuvre des activités humanitaires reste à l'heure actuelle possible. Les acteurs humanitaires et étatiques ont constaté une tendance au retour de certaines populations déplacées vers les villages d'origine.

A cet égard, le dernier recensement réalisé par TGH en avril 2016 fait état d'un retour de 520 ménages, soit 2440 personnes sur l'axe Ndassima et 955 ménages, soit 3910 personnes retournées, sur l'axe Alindao. Ces retournés sont dans leurs villages d'origine depuis le printemps 2016.

Cependant, on compte toujours plus de 60 000 personnes déplacées sur l'ensemble de la préfecture de la Ouaka.

Cette évaluation de la sécurité alimentaire s'articule en deux grandes parties : la première est dédiée à une présentation et une analyse de différents indicateurs de sécurité alimentaire et la deuxième se propose de comparer plus spécifiquement les différences de ces mêmes indicateurs entre population de résidents et populations de retournés.

II. Objectifs de l'enquête :

2.1. Objectif principal

L'objectif principal de cette enquête consiste à disposer d'indicateurs actualisés sur la sécurité alimentaire de la population dans la sous-préfecture de la Ouaka afin de mieux évaluer leur présente situation.

2.2. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Affiner l'évaluation de la sécurité alimentaire des populations retournées
- Disposer d'une situation de référence pour une période donnée sur les trois axes ciblés
- Anticiper toute éventuelle dégradation des conditions de sécurité alimentaire et la dégradation des moyens d'existence des populations.

2.3. Méthodologie :

La méthodologie de collecte de données était essentiellement basée sur la méthode quantitative reposant uniquement sur les enquêtes auprès des ménages bénéficiaires. 568 ménages ont été enquêtés, choisis de façon aléatoire, parfois avec l'aide des résidents eux-mêmes à l'intérieur de chaque village ciblé proportionnellement à la taille de l'échantillon du village. L'équipe a pris soin d'assurer que la distribution géographique des ménages dans les différents villages soit le plus largement et équitablement couverte.

La collecte des données :

Préalablement à la collecte des données, l'équipe de sept enquêteurs a été formée sur les différents outils utilisés lors de cette enquête. Outre les données provenant du terrain qui constituent l'essentiel de l'information contenue dans ce rapport, des données secondaires ont été recueillies auprès de l'ACDA.

Cette enquête s'est déroulée sur les trois principaux axes à l'est de la rivière Ouaka : Ippy, Ndassima et Alindao et s'est déroulée du 01/08 au 25/08.

III. Résultats de l'enquête

3.1. Informations générales :

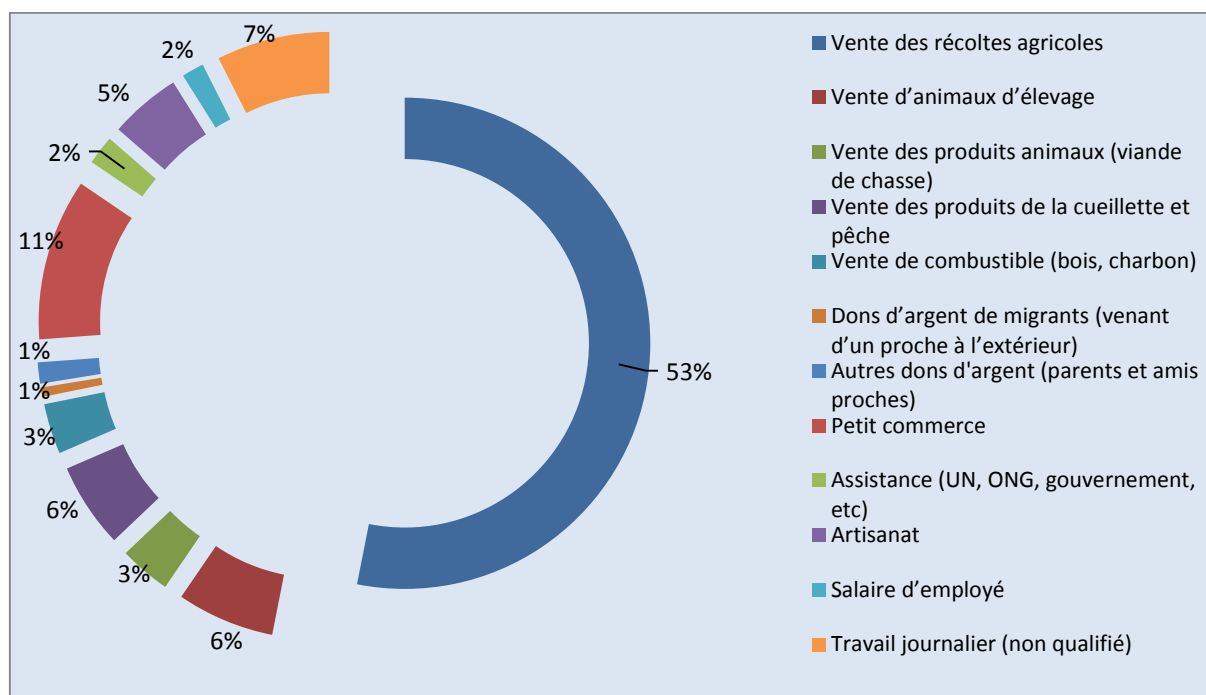
Selon les résultats de l'enquête, il apparaît une proportion non négligeable des ménages dirigés par une femme (27,1%). Sur l'ensemble des ménages enquêtés, l'âge moyen du chef de ménage est de 37 ans. La taille moyenne d'un ménage est de 6,45 personnes. On compte en moyenne 1,8 enfant de moins de 5 ans, 2,4 personnes entre 5 à 18 ans ; 2,2 personnes entre 19 à 65 et 0,05 personnes de plus de 65 ans.

La proportion des ménages enquêtés par catégorie se présente comme suite : 3,2% des ménages déplacés, 9,3% des ménages retournés et 87,5% des ménages résidents. Parmi les ménages enquêtés, 72,5% ont bénéficié d'un des projets de TGH et 62,2% des ménages ont spécifiquement été assistés en semences vivrières par TGH au cours de la campagne agricole 2016.

3.2. Sources de revenus des ménages

La vente des récoltes agricoles représente la première source de revenu pour 53% des ménages. Le petit commerce représente la seconde source de revenu pour 11% des ménages suivis par le travail journalier (7,4%). Les ménages disposent d'autres sources de revenus par ordre d'importance comme : la vente d'animaux d'élevage, la vente des produits de la cueillette et de la pêche, l'artisanat, la vente de combustible, la vente des produits animaux, l'assistance, le salaire d'employé, etc.

Figure 1 : Principales sources de revenus



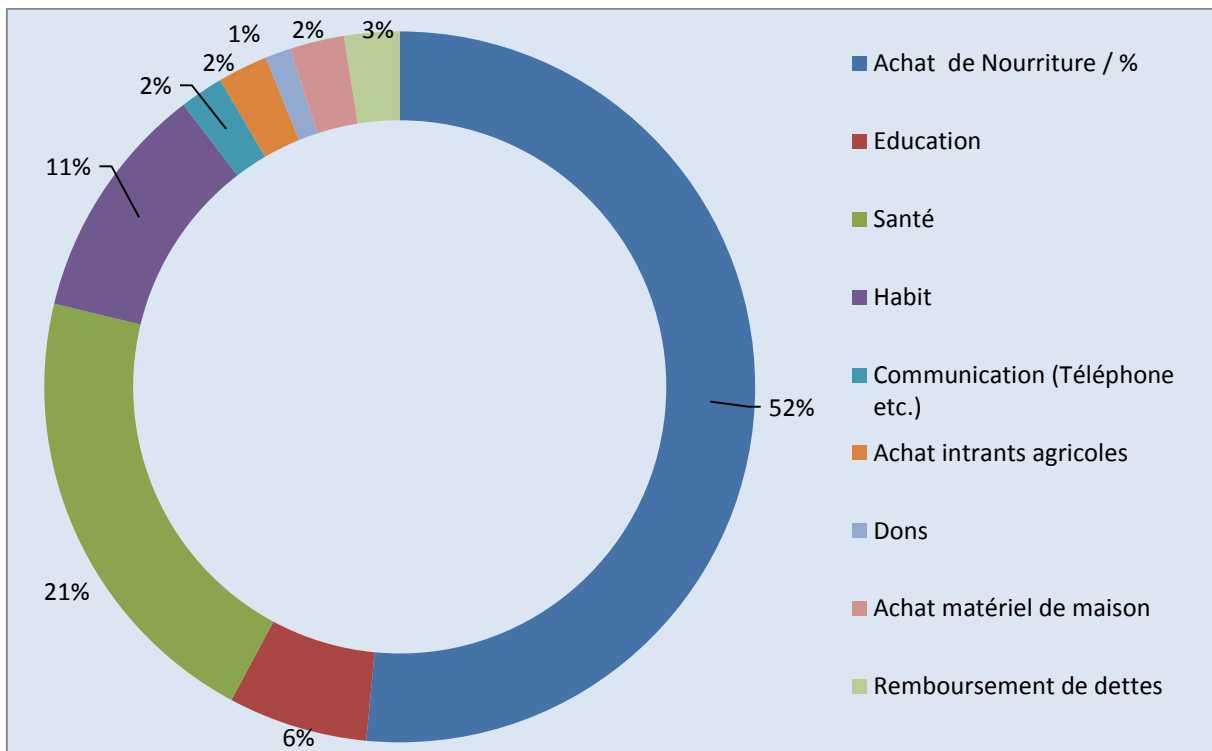
D'autres ménages accèdent aux liquidités grâce aux dons des migrants ou autres dons d'argent des parents et amis proches.

Si l'on excepte la vente des produits agricoles, le petit commerce est l'activité qui occupe le plus les ménages. Le travail journalier et la vente des produits de la cueillette impliquent également un bon nombre des ménages. D'autres activités génératrices de revenus sont très développées dans la zone. Le bétail est un actif qui peut être vendu par les ménages dans des situations de pénurie alimentaire pour accéder à l'alimentation. Cependant, le faible nombre des ménages ayant vendu des animaux s'explique par la faible disponibilité en animaux. En effet, les ménages ayant connu de fortes pertes en animaux depuis les pillages de 2012, n'ont pas pu recapitaliser.

3.3. Sources des dépenses :

Les postes des dépenses des ménages sont relativement peu nombreux et leurs importances relatives pour tous les ménages enquêtés ne varient que peu. Les productions agricoles de la zone étant très faibles et peu diversifiées, les ménages sont fortement dépendants des marchés pour les achats alimentaires. L'achat de la nourriture représente la première source des dépenses pour la grande majorité des ménages. Les recettes obtenues par la vente d'une partie de la récolte sont réinvesties dans l'achat de la nourriture pour un complément d'aliments diversifiés. Les ménages ne disposent ainsi d'aucune trésorerie leur permettant d'investir ou d'épargner. Les autres postes de dépenses importants sont : la santé, l'achat des vêtements et l'éducation. D'autres sources de dépenses non négligeables sont : le remboursement des dettes, l'achat de matériel de maison, les dons, l'achat d'intrants agricoles, et la communication.

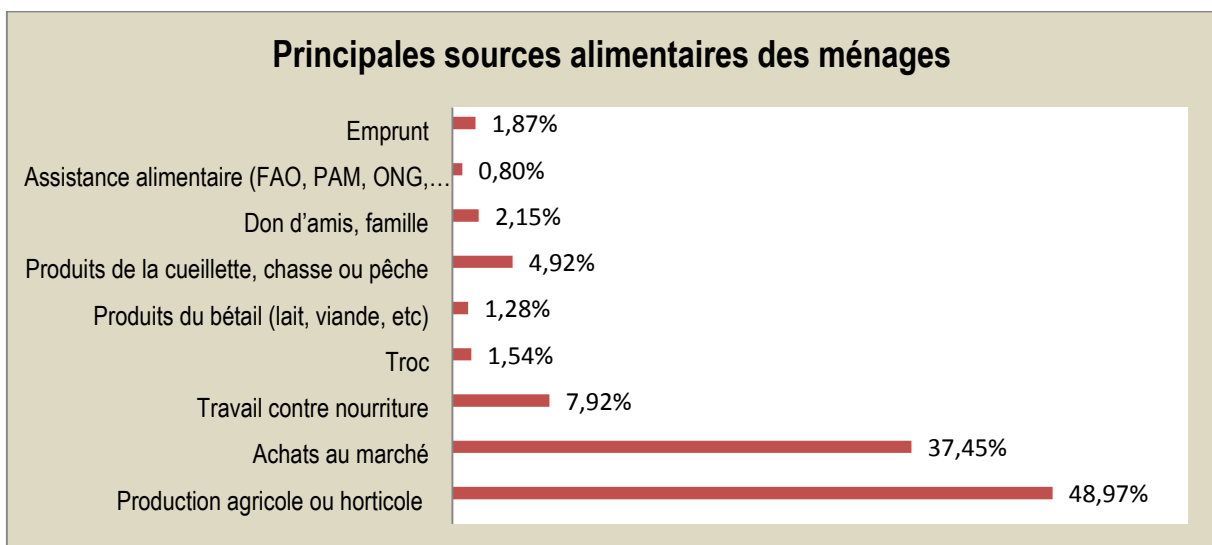
Figure 2 : Principales sources de dépenses



3.4. Sources alimentaires :

Les ménages enquêtés ont plusieurs sources de nourriture, mais à des proportions différentes. La production agricole propre, l'achat sur le marché, le travail contre nourriture et les produits de la cueillette, chasse ou pêche, constituent les principales sources de nourriture pour la grande majorité des ménages. Les produits issus du bétail, le troc, le don de la part d'amis ou de la famille et l'emprunt sont également des sources de nourriture, quoique moins importantes, comme il apparaît dans le graphique ci-dessous.

Figure 3 : Principales sources alimentaires des ménages



3.5. Consommation alimentaire

Fréquence des repas :

Les résultats ci-dessous montrent que les ménages ont eu en moyenne un à deux repas par jour. Le nombre de repas quotidien pris par les enfants et par les adultes est presque identique. La période de l'enquête correspondant à la période de soudure, les stocks des ménages étaient épuisés, ce qui explique ce manque de disponibilité des denrées alimentaires au sein des ménages.

Figure 4 : Fréquence des repas dans le ménage

Fréquence des repas	(-5ans)	(5 à 18 ans)	(Plus 19 ans)
Jour	1,5	1,3	1,3
Semaine	10,6	9,8	9,2

On note des disparités de consommation alimentaire chez les enfants de moins de 5 ans. 53,5% d'entre eux ont consommé un repas par jour, quand 36,9% ont eu deux repas par jour, 9,4% trois repas par jour et 0,2% quatre repas par jour.

3.6. Stratégie d'adaptation

L'indice de stratégie d'adaptation (CSI) est une variable de mesure de l'insécurité alimentaire à l'échelle du ménage, c'est un indice pertinent d'alerte précoce des situations d'urgences. Il est déterminé par la fréquence d'utilisation de différentes stratégies à risque (réversible ou irréversible) sur une période référence correspondant au 7 jours précédant l'enquête

Il permet de compléter les indicateurs de consommation alimentaire en affinant l'estimation des risques auxquels sont confrontés les moyens de subsistance des ménages et par là, aident à anticiper leurs difficultés, y compris alimentaires. Le calcul de l'indice dit « réduit » regroupe 5 stratégies standards qui sont :

- Consommer de la nourriture moins chère, mais moins appréciée
- Diminuer la taille des portions aux repas
- Réduire la consommation des adultes pour que les enfants mangent plus
- Réduire le nombre de repas par jour
- Emprunt de la nourriture ou de l'argent à des amis ou de la famille

Les résultats de l'enquête font apparaître un **CSI réduit moyen est égal à 8,82**

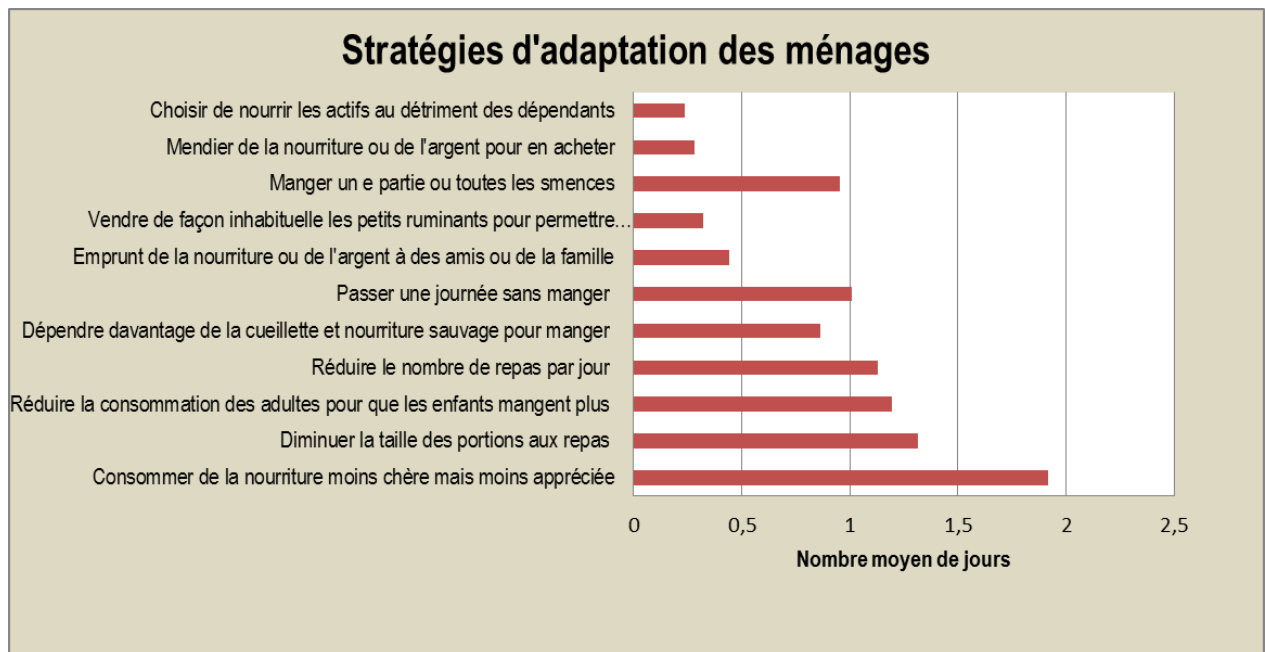
L'indice standard regroupe les stratégies identifiées en fonction du contexte local telles que dépendre davantage de la cueillette et nourriture sauvage pour manger, passer une journée sans manger, vendre de façon inhabituelle les petits ruminants pour permettre l'accès à la nourriture, manger une partie ou toutes les semences, mendier de la nourriture ou de l'argent pour en acheter, choisir de nourrir les actifs au détriment des dépendants.

Les résultats de l'enquête font apparaître un **CSI Standard moyen est égal à 15,27**

Les résultats de l'enquête montrent que 42,1% des ménages ont un indice de stratégie d'adaptation en dessus de la moyenne¹. Le CSI, le plus élevé correspond à 43. Plus de 57,9% des ménages enquêtés présentent un CSI supérieur ou égal à 15.

Les résultats reflètent une forte utilisation par les ménages des stratégies d'adaptation négatives à cette période de l'enquête qui correspond au pic de la période de soudure. On note une forte dégradation des possibilités d'accès à l'alimentation.

Figure 5 : Stratégie d'adaptation des ménages

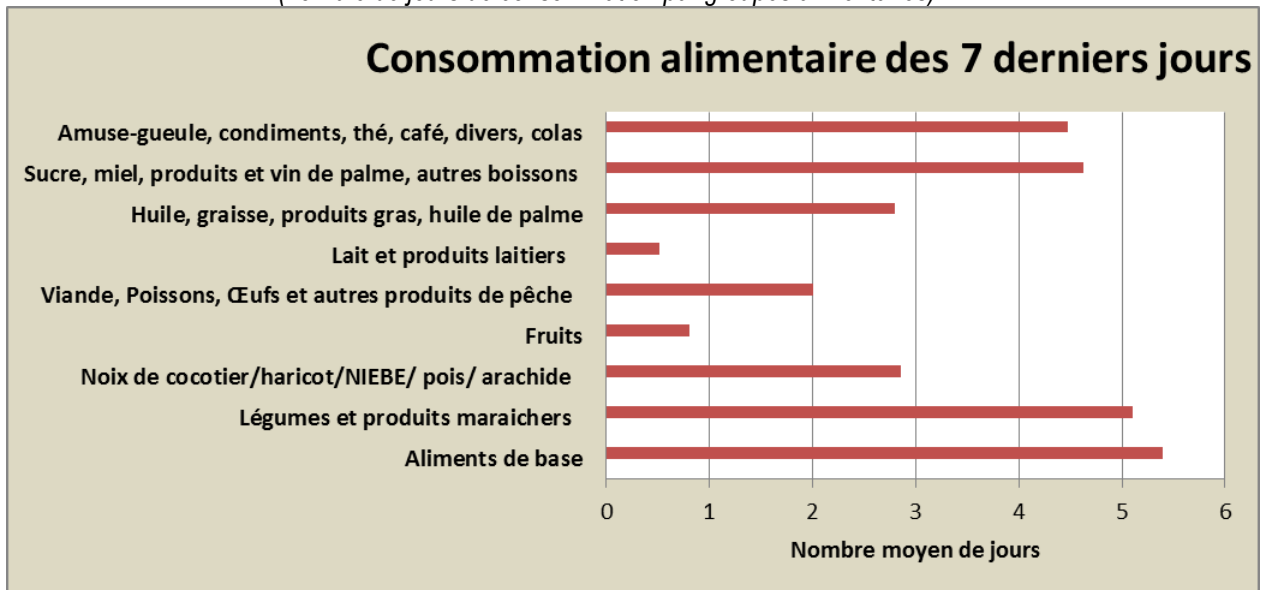


¹ Le CSI est un score négatif : plus la note est importante, plus elle décrit une situation difficile

3.7. Score de consommation alimentaire (SCA)

3.7.1. Consommation alimentaire des 7 derniers jours des ménages

Figure 6 : Consommation alimentaire des 7 derniers jours des ménages bénéficiaires
(nombre de jours de consommation par groupes alimentaires)



Le régime alimentaire des ménages se compose de « boule », pâte confectionnée à partir de la farine de manioc, ou de céréales accompagnées de légumes, sauces ou condiments (tomate, oignon, etc.) et de produits gras. On constate que les protéines animales, les légumineuses, le lait et les fruits sont très peu consommés dans les ménages. Ces ménages ont une diète très peu diversifiée, basée essentiellement sur les aliments de base (tubercules ou céréales), légumes et sucre.

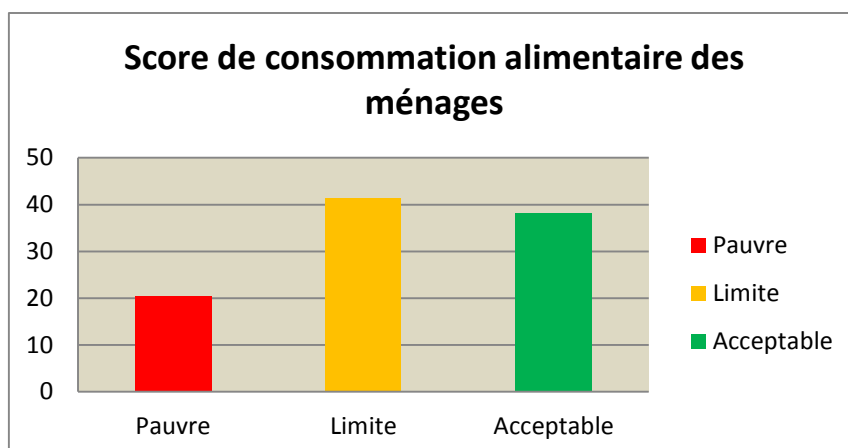
A la vue du contexte et des résultats obtenus concernant le nombre de jours de consommation hebdomadaire de sucre, on constate que 5 jours sur 7, ce groupe alimentaire est consommé.

L'analyse du score de consommation alimentaire a considéré ici le seuil de 42. Les seuils de référence proposés sont :

- Avec un SCA inférieur ou égal à 28 : le ménage est déclaré en situation alimentaire pauvre
- Avec un SCA compris entre 28,5 et 42, le ménage est considéré en situation limite
- Avec un SCA supérieur à 42, le ménage est en situation alimentaire acceptable

3.7.2. Analyse du Score de consommation alimentaire des ménages

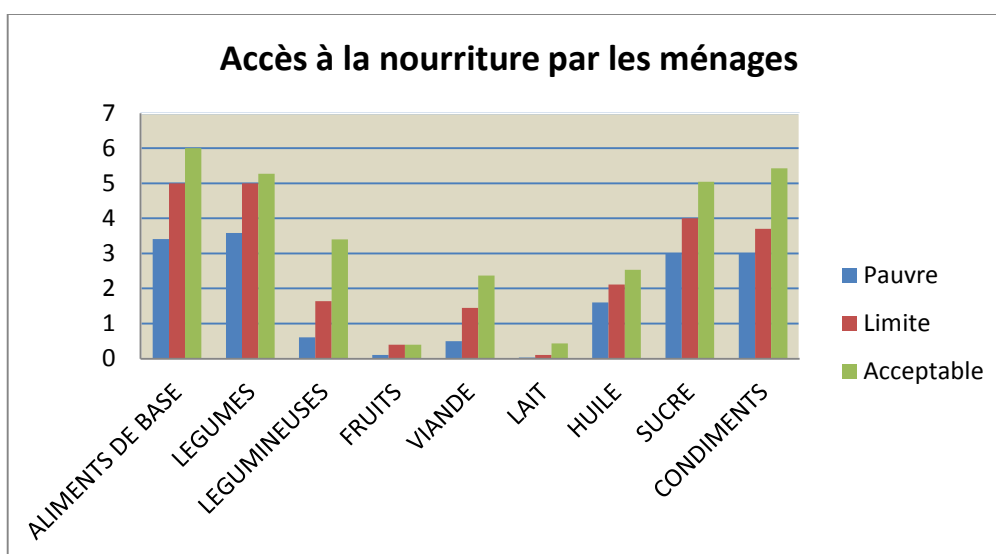
Figure 7 : Score de consommation alimentaire des ménages



Les résultats de cette enquête donnent 38,2% des ménages avec un score de consommation alimentaire acceptable contre 41,4% limite et 20,4% pauvre. Le score moyen de consommation alimentaire est de **39,1**.

3.7.3. Accès à la nourriture par catégorie des ménages

Figure 8 : Accès à la nourriture par les ménages

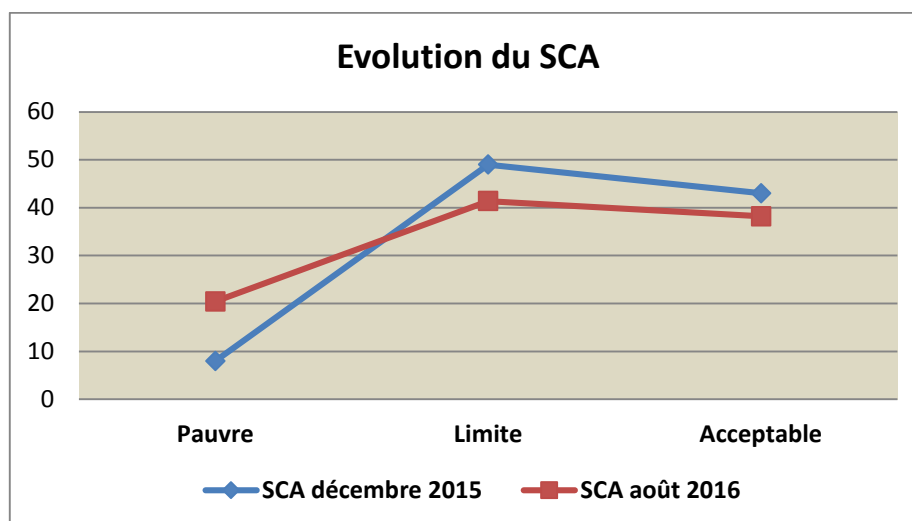


61,8% des ménages enquêtés ont une consommation alimentaire inadéquate. Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre ne consomment pratiquement pas de fruits, et n'ont pas accès aux produits riches en protéines animales tels que la viande et le lait. Leur régime alimentaire se base sur la consommation des produits de base, le sucre, les condiments, les légumes et en petites quantités l'huile et les légumineuses.

La grande majorité des ménages a une consommation alimentaire limite. Ces ménages parviennent à assurer une consommation alimentaire adéquate en ayant également recours à des stratégies d'adaptation moins sévères comparativement à celles mises en place par les ménages avec une consommation alimentaire pauvre.

3.7.4. Evolution du score de consommation alimentaire entre décembre 2015 et août 2016

Figure 9 : Evolution dans le temps du score de consommation alimentaire



Le graphique ci-dessus montre une augmentation du nombre des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et une diminution du nombre de ménages avec une consommation alimentaire limite et acceptable. Le SCA étant un indicateur de l'accès aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire, ce graphique montre que les ménages éprouvent des difficultés d'accès à la nourriture à cette période et ont accès à un régime alimentaire inadéquat. 20,4% des ménages sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Ces ménages ne parviennent à assurer l'accès à la nourriture qu'en ayant recours à des stratégies d'adaptation souvent négatives

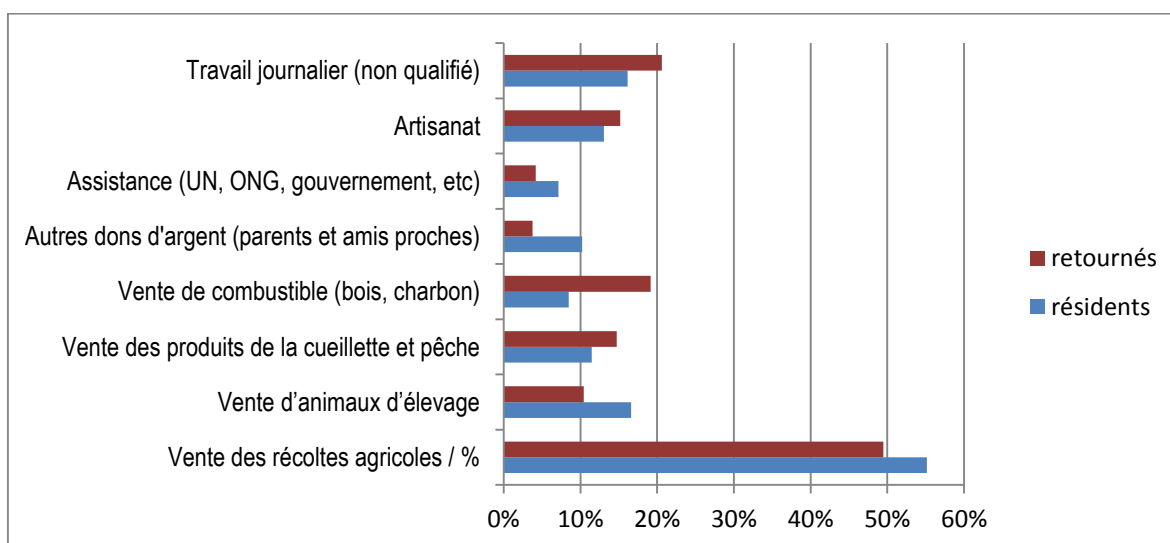
IV. Une vulnérabilité accentuée pour les retournés

A partir des mois de mars – avril 2016, un retour des populations était observable sur les axes Ndassima, Alindao et Ippy. Sur l'axe Alindao, ces retournés se situent dans les villages entre PK 10 et PK 34. Sur l'axe Ndassima, les villages de retournés se situent entre PK 14 et PK 48. Au-delà, les villages sont dans des situations socio-économiques différentes, notamment caractérisées par un côtoiement des communautés intra villages, à la différence des villages retournés exclusivement « chrétiens ». En mai, un recensement précis permettait de dénombrer précisément ces derniers (2440 personnes sur l'axe Ndassima, 3910 sur celui Alindao et 1800 sur celui Chimbolo).

Les enquêtes dont sont extraites ces données ont été réalisées environ 5 mois après le retour de ces populations dans leurs villages d'origine, en fin de période de soudure.

Les analyses développées dans cette partie se basent sur une série de comparaisons entre résidents et retournés afin de mieux appréhender la vulnérabilité de ces derniers.

Figure 10 : Comparaison des principales sources de revenus entre retournés et résidents

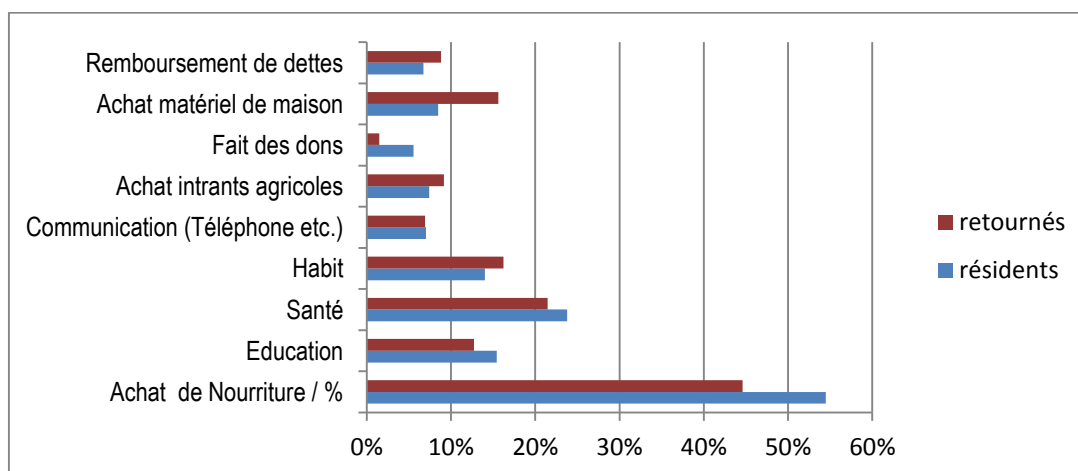


Les comparaisons des sources de revenu entre retournés et résidents mettent en évidence les points suivants :

Les retournés sont à la fois moins ciblés par l'assistance humanitaire et plus dépendants de sources de revenu externes à l'agriculture domestique : moins de vente de produits issus de l'agriculture et de l'élevage, plus de travail journalier, plus d'artisanat, des stratégies d'exploitation du milieu naturel plus importantes (chasse pêche cueillette), surtout sur la vente du combustible avec des conséquences en terme de déboisement potentiellement problématiques.

Il est également intéressant de noter que les retournés semblent avoir moins accès aux prêts d'argent contractés au sein de réseaux proches (amis ou familles) ; cela s'explique en grande partie par le fait que l'ensemble des villages de retournés sont isolés et que les populations retournées dans leur ensemble sont confrontées aux mêmes difficultés, en ayant un accès global moindre aux ressources financières donc une capacité moindre à prêter. Sur ce point le remboursement des dettes évoqué dans la figure suivante montre que le volume de remboursement est toutefois important ce qui laisse supposer que les dettes contractées datent de l'avant retour et avaient été contractées auprès d'usuriers d'autres villages.

Figure 11 : Principaux postes de dépenses

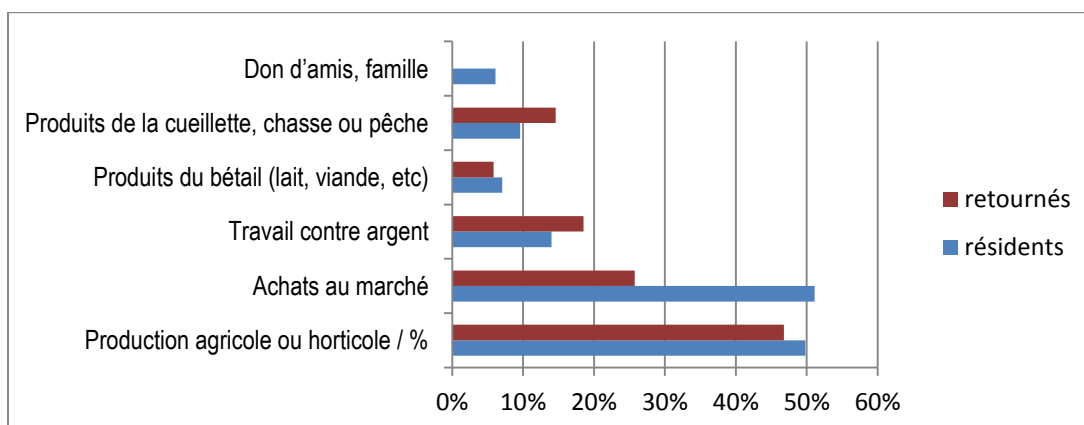


En terme de dépenses, il apparaît qu'à l'exception de la santé, de l'éducation et de la nourriture, les retournés dépensent une part plus importante de leurs ressources dans l'ensemble des autres postes de dépenses analysés.

Le fait que les retournés dépensent proportionnellement moins que les résidents en terme d'achat de nourriture est particulièrement alarmant dans la mesure où les informations qualitatives relevées au cours des phases d'enquête mettent régulièrement en avant les problèmes de sous alimentation et les stratégies de survie négatives mises en place. Cette analyse est d'autant plus cruciale que le poste de dépenses liée à l'alimentation, pour les retournés comme pour les résidents, est le poste de dépense le plus important.

Par ailleurs la place dédiée aux matériaux de construction illustre aussi l'état de destruction quasi-totale des villages et le caractère incontournable que revêt l'habitat dans le processus de retour.

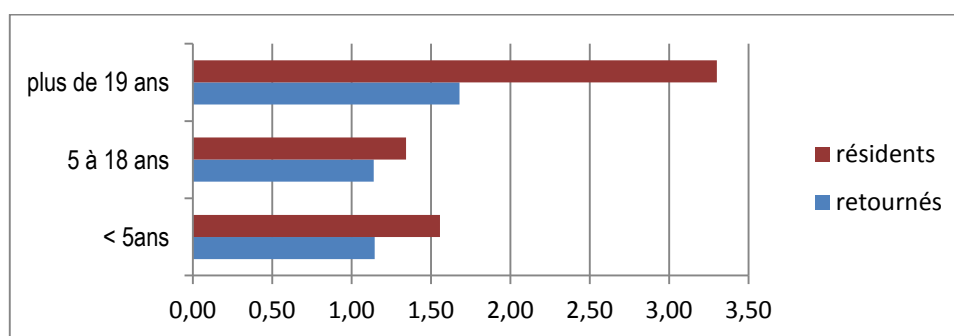
Figure 12 : Principales sources alimentaires



L'analyse des principales sources alimentaires confirme les tendances observées dans les figures précédentes : les retournés sont beaucoup plus dépendants des produits de l'exploitation du milieu naturel (pêche, cueillette, chasse) que les résidents. Aussi, la capacité d'achat au marché est quasiment deux fois moins importante pour les retournés que pour les résidents alors que la production agricole représente une source d'alimentation légèrement inférieure pour les retournés, comparé aux résidents.

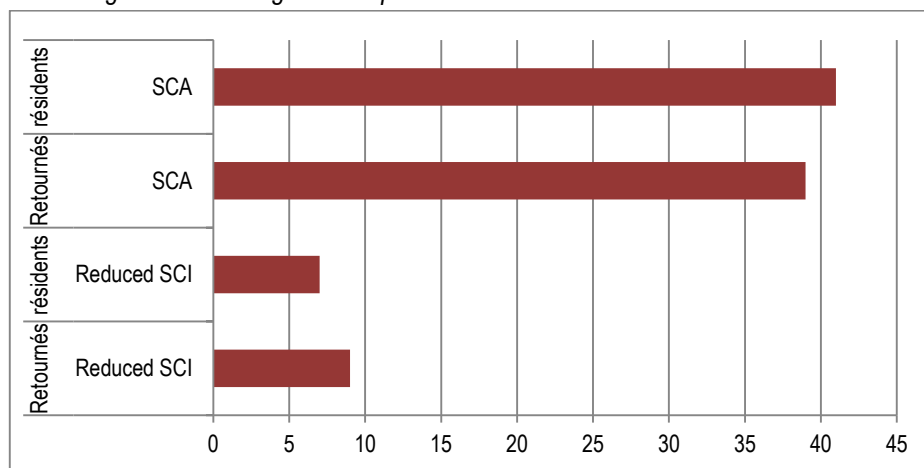
Le don de la famille ou d'amis est inexistant et la dépendance au salariat pour se procurer de la nourriture est plus importante.

Figure 13 : Fréquence des repas



Les vulnérabilités des retournés en termes d'accès à la nourriture, aux ressources financières et au marché se confirment par ailleurs dans l'analyse de la fréquence des repas. Si les enfants et les adolescents ont quasiment la même fréquence de repas par jour et par personne (1 repas et demi), la différence entre retournés et résidents adultes est considérable, du simple au double, environ 3 repas par jour pour les résidents et 1 repas et demi pour les retournés.

Figure 14 : Stratégies d'adaptation et score de consommation alimentaire



Si le score de consommation alimentaire permet d'évaluer en partie la sécurité alimentaire (ce score moyen correspond ici à une « situation limite »), son mode de calcul (en nombre de **jours** de consommation) ne permet pas de visualiser une différence importante entre retournés et résidents. L'illustration de la vulnérabilité accrue des retournés se lit plus explicitement sur les données des figures précédentes, notamment en terme de nombre de repas par jour et par personne. Cette dernière donnée illustre aussi le caractère plus radical des stratégies d'adaptation mises en place chez les retournés se traduisant concrètement par une situation de privation et d'insuffisance alimentaire chez cette population.

V. Conclusion

D'une façon globale, la succession de conflits dans la région de Bambari a eu différents impacts sur les populations rurales des axes étudiés dans cette évaluation. Les conséquences majeures, communes aux résidents et aux retournés, sont :

- La diminution des surfaces cultivées et des jachères : l'insécurité générale a poussé les agriculteurs à abandonner leurs terres les plus éloignées des villages. Ces terres, anciennement cultivées, offrant des surfaces plus importantes et permettant une gestion de la fertilité meilleure, ne sont désormais plus mises en culture. Les parcelles utilisées se situent désormais dans un périmètre plus proche des villages, sur des espaces globalement moins étendus diminuant les possibilités de maintien de la fertilité des sols grâce à des rotations et des jachères. La diminution des surfaces cultivées entraîne une baisse de la production et la diminution des jachères entraîne une baisse du renouvellement de la fertilité des sols ayant des conséquences sur les rendements. Enfin, la problématique du maintien de la fertilité est aussi en partie due à la fin de la culture du coton, système qui permettait d'avoir accès à des engrais minéraux, normalement destinés au coton, mais régulièrement aussi utilisés pour les autres cultures.
- La perte des facteurs de production : les conflits se sont accompagnés de pillages quasi-intégraux des villages. Outils, moyen de transports, moyens de transport font cruellement défaut.
- La grande majorité des ménages enquêtés ont des sources de revenus basées sur la vente des récoltes agricoles, la vente des produits de la cueillette et de la pêche, le travail journalier (non qualifié) qui sont pour la plupart des activités saisonnières. Ces ménages présentent des taux d'insécurité alimentaire assez élevé et éprouvent des grandes difficultés d'accès à la nourriture. Plus de 50% de leurs dépenses sont consacrées à l'achat de la nourriture. Plus d'un quart de ces ménages sont dirigés par une femme

seule. Ces ménages ont des moyens d'existence fragiles et leur vulnérabilité face aux aléas climatiques est très élevée.

A ces problèmes globaux s'ajoutent des problèmes plus spécifiques à la fois analysables en termes de localisation et en termes de populations vulnérables.

Dans les zones de résidents, par ailleurs dénommées localement (avec parfois un peu d'ironie) « zones de vivre ensemble », le fait que la sécurité soit moins problématique a notamment entraîné une augmentation de la densité des bovins. Certains troupeaux peuvent atteindre le millier de têtes. La concentration du bétail dans ces zones (où la sécurité est moins problématique) et le déclin de la commercialisation du bétail contribuent à une augmentation de la densité d'animaux. A cette dernière se combine le rapprochement des surfaces cultivées aux abords des villages. Zones de pâturage et zones de culture se trouvent désormais potentiellement confondues et les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont régulièrement cités comme problèmes majeurs par les habitants de ces zones.

Dans les zones de retournés, les populations de retour dans leurs villages relancent leurs activités économiques à partir de rien (maisons détruites, facteurs de production pillés...). Les différentes figures présentées précédemment montrent que la vulnérabilité accrue de ces retournés s'observe tout à la fois en matière de sources de revenus, de sources de nourriture et de dépenses. Les retournés ont globalement moins de moyens et des besoins plus importants en raison de l'aspect récent de leur retour. L'arbitrage entre dépenses courantes et dépenses de relance de l'activité économique agricole ne se fait qu'au prix de choix stratégiques d'adaptation imposés par la nécessité avec des conséquences directes sur l'alimentation, l'éducation et la santé des populations. L'effort de relance et d'accompagnement au relèvement rapide des ménages demeure particulièrement important, surtout pour les retournés. Si le caractère urgent d'un support est certain, cette aide doit cependant aussi se penser sur du moyen terme en ayant pour objectif la contribution à la relance économique des ménages.